Nations Unies A/56/685

Assemblée générale

Distr. générale
6 décembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session
Point 136 de l'ordre du jour
Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

Budget de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général contenant le projet de budget de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 (A/56/624).

2. Par sa résolution 1272 (1999), le Conseil de sécurité a créé, pour une période initiale allant jusqu'au 31 janvier 2001, l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental qui a été chargée de la responsabilité générale de l'administration du Timor oriental, et habilitée à exercer l'ensemble des pouvoirs législatif et exécutif, y compris l'administration de la justice, pendant la période de transition vers l'indépendance du Timor oriental. Ultérieurement, dans sa résolution 1338 (2001), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de l'ATNUTO jusqu'au 31 janvier 2002, a prié le Secrétaire général de lui présenter, d'ici au 30 avril 2001, un rapport sur l'accomplissement de son mandat par l'ATNUTO (voir par. 10) et, tout en soulignant la nécessité d'une présence internationale substantielle au Timor oriental après l'indépendance, l'a aussi prié de lui faire des recommandations détaillées à cet égard dans les six mois suivant l'adoption de la résolution.

3. Dans une lettre datée du 22 mars 2001, le Contrôleur a demandé au Comité d'envisager d'autoriser l'engagement et la mise en recouvrement, pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, d'un montant brut de 282 millions de dollars (montant net : 273 025 800 dollars) correspondant à six mois de dépenses (du 1er juillet au 31 décembre 2001), sur la base du budget pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001. Cette proposition devait permettre d'établir un budget que les événements ne rendraient pas caduc peu après son adoption, et qui tiendrait compte des décisions du Conseil de sécurité et des faits nouveaux pouvant avoir des répercussions sur le niveau de financement de la mission. Conformément à la recommandation formulée par le Comité au paragraphe 10 de son rapport du 6 avril 2001 (A/54/874), l'Assemblée générale, par sa résolution 55/228 B, a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses du montant susmentionné pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001 et à mettre ce montant en recouvrement auprès des États Membres.

4. Le Comité consultatif note qu'un montant total de 1 187 400 dollars a été mis en recouvrement auprès des États Membres au titre de l'ATNUTO depuis sa création, et que le montant des paiements reçus au

01-68218 (F) 071201 071201

15 novembre 2001 s'élève à 947,5 millions de dollars. Le montant total des contributions non acquittées est donc de 239,9 millions de dollars.

5. D'après les informations communiquées au Comité, au 4 novembre 2001, l'encaisse était de 191,8 millions de dollars. Au 31 octobre 2001, le montant des engagements non réglés comprenait une somme de 107 millions de dollars dus aux gouvernements (dont 7,4 millions de dollars en vertu de lettres d'attribution), et une somme de 24,3 millions de dollars dus à des entités autres que des gouvernements. La somme de 10 millions de dollars empruntée au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix a été remboursée en octobre 2000.

6. On a par ailleurs précisé au Comité qu'un montant de 119,6 millions de dollars au titre du coût des contingents avait été remboursé aux gouvernements pour la période du 1er février 2000 au 31 mars 2001, et qu'un montant de 63,4 millions de dollars restait dû pour la période du 1er avril au 31 octobre 2001. En outre, au 31 octobre 2001, une somme de 58,2 millions de dollars était due au titre du matériel appartenant aux contingents, et un montant de 517 300 dollars avait été réglé au titre de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité pour la période terminée le 30 juin 2001 (12 demandes), le montant des engagements non réglés s'élevant à 4,2 millions de dollars.

7. En ce qui concerne les fonds d'affectation spéciale créés pour financer les opérations au Timor oriental, le Comité note qu'au 30 juin 2001, le Fonds d'affectation spéciale d'appui à la Force multinationale déployée au Timor oriental avait un solde de 76 481 200 dollars, tandis que le Fonds d'affectation spéciale pour l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental avait un solde de 30 722 700 dollars (voir A/56/624, partie V.B).

8. Pour ce qui est des ressources du Gouvernement timorais, il a été porté à la connaissance du Comité qu'elles étaient très limitées, et que le budget de fonctionnement de 65 millions de dollars était fortement sollicité. Le Comité note, dans le rapport présenté par le Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/2001/983), que l'on cherchait encore, pour 2001, à combler un déficit budgétaire de 20 millions de dollars en faisant appel aux donateurs.

Mission appelée à succéder à l'ATNUTO

9. Le Secrétaire général a fait rapport au Conseil de sécurité sur le processus électoral, qui a abouti à l'élection de l'Assemblée constituante en août 2001, et lui a exposé le plan concernant la mission appelée à succéder à l'ATNUTO (voir S/2001/719 et S/2001/983). En ce qui concerne ce dernier point, le Comité consultatif prend note des informations figurant à la partie IV du rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/2001/983). Le Comité note qu'afin d'assurer une transition sans heurt ouvrant la voie au rôle de l'Organisation des Nations Unies après l'indépendance, le Secrétaire général prévoit de réduire la taille de la composante militaire, dont l'effectif autorisé par la résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité était de 8 950 soldats, l'effectif actuellement déployé étant de 7 947 soldats, à un effectif de 5 000 personnes d'ici à l'indépendance. Il est de même envisagé que la composante police civile, qui dispose actuellement d'un effectif autorisé de 1 640 personnes, soit réduite à 1 250 personnes d'ici à l'indépendance et que l'effectif de la composante civile de l'ancienne Administration transitoire au Timor oriental, qui a déjà été réduit de 35 % en octobre 2001, soit encore réduit de 75 % d'ici à l'indépendance (voir S/2001/983, par. 56 et 57).

10. Le plan concernant la mission appelée à succéder à l'ATNUTO est présenté aux paragraphes 59 à 80 du rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/2001/983). La structure proposée pour cette nouvelle mission est exposée au paragraphe 60; il s'agirait d'une mission intégrée de maintien de la paix dirigée par un Représentant spécial du Secrétaire général, qui comprendrait une composante militaire, une composante police civile et une composante civile réduite regroupant des experts qui fourniraient une aide cruciale à l'administration est-timoraise naissante. Aux termes du paragraphe 61, un processus continu d'évaluation et de réduction des effectifs est donc envisagé durant une période d'environ deux ans à compter de l'accès à l'indépendance.

11. Le Comité note que le Conseil de sécurité a souscrit à la recommandation de l'Assemblée constituante tendant à ce que l'indépendance du Timor oriental soit déclarée le 20 mai 2002 (voir S/PRST/2001/32). Comme il est indiqué plus loin dans la déclaration de son président, le Conseil de sécurité a également souscrit aux plans du Secrétaire général concernant les ajustements à apporter à la dimension et

à la configuration de l'ATNUTO dans les mois qui précéderont l'indépendance, ainsi qu'à ses recommandations concernant le maintien d'une mission intégrée des Nations Unies, réduite selon qu'il conviendra, pendant la période qui suivra l'indépendance, et l'a prié de continuer à préparer et à organiser cette mission en consultation avec le peuple timorais, ainsi que de lui présenter des recommandations plus détaillées à ce sujet.

12. **Sur la base des témoignages détaillés des représentants du Secrétaire général, et compte tenu des informations qui lui ont été communiquées, le Comité estime que de nombreux aspects ayant trait à la réduction des effectifs, aux ressources nécessaires à la mission appelée à succéder à l'ATNUTO et à sa durée appellent des éclaircissements (voir aussi plus loin)**.

13. Dans son rapport au Conseil de sécurité (S/2001/983), le Secrétaire général indique qu'une centaine de fonctions essentielles, pour lesquelles il n'existe pas de spécialistes locaux, mais qui sont indispensables à la stabilité et au fonctionnement du Gouvernement, ont été recensées (par. 76). Ces tâches seraient accomplies par le personnel international pendant deux ans ou moins après l'accès à l'indépendance, les responsabilités étant progressivement transférées aux Timorais durant cette période (par. 86). Outre ces fonctions essentielles, et avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement, environ 135 fonctions devraient être financées à l'aide de contributions volontaires (voir S/2001/983, par. 80). Le projet de budget de l'ATNUTO pour l'exercice 2001/02 (A/56/624) fait aussi état de la nécessité de prévoir une centaine de fonctions essentielles pour lesquelles il n'existe pas de spécialistes locaux et qui sont indispensables à la stabilité et au fonctionnement du Gouvernement.

14. Le Président du Conseil de sécurité, dans sa déclaration (S/PRST/2001/32), note qu'un petit nombre de postes civils revêtiront une importance décisive pour la stabilité du Gouvernement du Timor oriental indépendant et convient que le financement devra en être budgétisé pour une période de six mois à deux ans après l'indépendance.

15. **De l'avis du Comité, il appartient à l'Assemblée générale de déterminer, sur la base des propositions du Secrétaire général et des recommandations y relatives du Comité, à la fois combien il faudrait de postes de fonctionnaires internationaux financés au moyen du budget statutaire de la mission appelée à succéder à l'ATNUTO pour exercer la centaine de fonctions essentielles recensées, et combien de temps ces postes devraient être financés. En outre, selon la procédure établie, le Secrétaire général devra présenter une demande précisant les fonctions qu'exercerait le titulaire de chaque poste, et indiquant son utilité opérationnelle. Les postes en question n'ayant pas été approuvés par l'organe délibérant compétent, le Secrétaire général est prié de présenter à l'Assemblée générale une proposition indiquant comment ces postes seraient utilisés**.

16. Le projet de budget pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 se chiffre à un montant brut de 490 060 000 dollars (montant net : 475 780 000 dollars). Les prévisions de dépenses indiquées au tableau 1 du rapport du Secrétaire général (A/56/624) sont inférieures de 13 % (73 millions de dollars) au montant brut des ressources allouées pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (563 millions de dollars). Le Comité note une diminution de 10,2 % des dépenses au titre du personnel militaire (207,4 millions de dollars), de 11,7 % des dépenses afférentes au personnel civil (169,1 millions de dollars), de 19,4 % des dépenses opérationnelles (97,9 millions de dollars), de 32,2 % du coût des autres programmes (2,3 millions de dollars) et de 15,7 % des contributions du personnel (14,3 millions de dollars).

17. Les sections I (Aperçu général) et III (Plan des opérations et moyens nécessaires à son exécution) du rapport du Secrétaire général (A/56/624) décrivent les facteurs affectant le projet de budget de l'ATNUTO pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 : réduction de ses effectifs, nouvelle mission appelée à lui succéder (comme indiqué aux paragraphes 9 à 15 plus haut) et changements structurels résultant de l'élection de l'Assemblée constituante, le 30 août 2001, comme la désignation du Conseil des ministres et la réorganisation de l'Administration transitoire du Timor oriental en tant que deuxième gouvernement de transition et Administration publique du Timor oriental. Comme indiqué au paragraphe 17 du rapport, ce gouvernement comprend le Conseil des ministres, tandis que l'Administration publique se compose de 10 ministères (administration interne; santé; justice; finances; affaires économiques et développement; affaires étrangères et coopération; eau et travaux

publics; communications et transports; éducation culture et jeunesse; agriculture et pêches). Tandis que le personnel international continuera de fournir un appui à l'Administration publique pendant la période à l'examen, ses effectifs seront progressivement réduits, afin de limiter au maximum les effets négatifs sur la prestation de services et d'assurer la mise en place d'une administration viable (voir également par. 9 ci-dessus).

18. Le projet de budget pour l'exercice 2001-2001 comprend le montant brut de 282 millions de dollars (montant net : 273 025 800 dollars) autorisé pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001 aux termes de la résolution 55/228 B de l'Assemblée générale (voir par. 3 ci-dessus). À ce sujet, le Comité a été informé, sur la base des données disponibles pour le Siège au 31 octobre 2001 et pour le terrain au 30 septembre 2001 que des dépenses d'un montant de 115 073 400 dollars avaient été comptabilisées – d'où un solde inutilisé d'un montant de 166 926 600 dollars à l'époque. Le Comité note que cela représenterait des dépenses d'un montant de 25 millions de dollars par rapport au montant autorisé de 47 millions de dollars par mois.

19. Le Comité a également été informé que, sur le crédit ouvert, d'un montant de 563 000 000 dollars pour la période 2000/01, les dépenses non vérifiées se sont chiffrées à un total de 527 647 800 dollars, d'où un solde inutilisé de 35 412 200 dollars. Il rappelle que le montant initial proposé par le Secrétaire général pour la période s'élevait à 592 306 800 dollars (montant brut) (voir A/55/443). Le Comité avait recommandé une réduction de 5 % (voir A/55/531) mais la sous-utilisation du crédit signalée représente une nouvelle réduction de 6 %, pour une réduction totale d'environ 11 %, par rapport à la proposition initiale du Secrétaire général. Les raisons de cette sous-utilisation n'avaient pas été exposées lorsque le Comité a examiné les prévisions de dépenses pour 2001/02. **Le Comité compte que des informations détaillées sur l'exécution du budget pour la période 2000/01 seront communiquées dans le contexte de son examen des budgets relatifs aux opérations de maintien de la paix au début de 2002 ou lors de la présentation du prochain projet de budget de l'ATNUTO**.

Personnel militaire

20. Les prévisions de dépenses au titre du personnel militaire s'élèvent à 207 386 200 dollars, montant comprenant les dépenses relatives aux contingents militaires (132,8 millions de dollars), aux observateurs militaires (4,7 millions de dollars), au matériel appartenant aux contingents (30,1 millions de dollars), au soutien autonome (38,2 millions de dollars) et à l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (1,5 million de dollars). Comme il est indiqué au paragraphe 9 ci-dessus, le Secrétaire général, dans le rapport qu'il a présenté au Conseil de sécurité (S/2001/983), a mentionné une réduction des effectifs qui seraient ramenés de 8 950 hommes (effectif autorisé par la résolution 1272 (1999) du Conseil à 5 000 d'ici l'indépendance (prévue pour le 20 mai 2002). Le Comité relève toutefois, au paragraphe 18 du rapport du Secrétaire général sur le budget (A/56/624) que l'effectif du personnel des contingents sera ramené à environ 5 000 personnes d'ici à juin 2002 selon le calendrier prévu de relève des contingents – faisant apparaître une différence de 1,11 mois. Les informations communiquées au Comité concernant le déploiement prévu des effectifs des contingents pour la période considérée figurent à l'annexe du présent rapport.

21. Le Comité note que le montant prévu au titre du personnel des contingents non seulement tient compte de la réduction progressive des effectifs mentionnée au paragraphe 20 plus haut, mais comprend aussi les taux révisés des montants à rembourser au titre des contingents, approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/274 – d'où la réduction de 10,2 % des dépenses par rapport au montant de la période précédente. Le Comité a été informé qu'au 31 octobre 2001, l'effectif du personnel des contingents déployé était de 7 894 hommes. Il est également prévu, sur la base de la recommandation du Secrétaire général (voir S/2000/738) que 120 observateurs militaires seront déployés pendant la période considérée. La ventilation des dépenses encourues figure à l'annexe II.A du document A/56/624. Le Comité relève par ailleurs que pour les 256 officiers d'état-major autorisés, il n'est pas prévu d'indemnité de subsistance au titre de la mission. Au 31 octobre 2001, 245 officiers étaient déployés (voir annexe I du présent rapport). Comme le Comité l'a indiqué au paragraphe 21 de son rapport sur le financement de la Mission des Nations unies en Éthiopie et en Érythrée (A/56/661), la question du

remboursement des dépenses des officiers d'état-major est actuellement à l'examen.

22. Le Comité note que le remboursement des montants dus au titre du matériel appartenant aux contingents (30 132 600 dollars) est effectué sur la base de contrats de location avec services, comme indiqué au paragraphe 27 du rapport (A/56/624), et qu'il prend en compte les taux révisés approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/274. Il a par ailleurs été informé que deux pays recevaient une assistance des Nations Unies. Les crédits demandés au titre du soutien autonome (38 235 600 dollars) prennent en compte les facteurs propres à la mission décrits au paragraphe 30 du rapport du Secrétaire général. Le Comité a été informé, sur sa demande, que depuis que ces taux ont été initialement établis, aucune nouvelle révision n'a été effectuée. **Compte tenu de l'environnement opérationnel actuel, le Comité demande qu'un tel examen des facteurs propres à la mission soit effectué**.

Police civile

23. Le montant demandé (52 456 100 dollars) au titre de la police civile pour la période 2001/02 a été calculé en tenant compte du fait que le nombre d'observateurs de la police civile doit être ramené de 1 640, effectif autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1272 (1999), à 1 470 en juillet 2001, à 1 250 d'ici juin 2002. Le Comité note que ce nombre final comprend 1 010 membres de la police civile et 240 unités de police constituées. La réduction de 18 % du montant des dépenses à prévoir par rapport à la période 2000/01 prend en compte, entre autres, de la réduction progressive pendant la période à l'examen et de la réduction du taux d'indemnité de subsistance (mission), avec effet au 1er février 2001.

24. À sa demande, le Comité a été informé que le Service de police du Timor oriental comprendrait très probablement environ 2 500 membres et que l'effectif de la police civile des Nations Unies pourrait donc être progressivement retiré sur une période de 18 mois. **Le prochain rapport, contenant des détails sur la mission appelée à succéder à l'ATNUTO devrait comprendre un plan pour le retrait progressif des effectifs de police civile des Nations Unies dans le contexte du plan visant à mettre en place un service de police est-timorais viable et compétent.**

Personnels international et local et Volontaires des Nations Unies

25. Les prévisions de dépenses au titre des personnels international et local pour 2001-2001 se chiffrent à 96 587 800 dollars et à 20 053 200 dollars pour les Volontaires des Nations Unies. Le tableau d'effectifs proposé (3 931) comprend 1 210 fonctionnaires recrutés sur le plan international (653 administrateurs, 193 agents des services généraux et 364 agents du Service mobile), 700 Volontaires des Nations Unies et 2 021 agents locaux (voir A/56/624, sect. VIII.A).

26. Le tableau d'effectifs de l'ATNUTO fait apparaître une diminution de 151 postes (7 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 5 sur le plan local, 19 fonctionnaires nationaux et 120 Volontaires des Nations). Comme il est indiqué au paragraphe 31 du rapport du Secrétaire général (A/56/624) et au paragraphe 25 du rapport du Comité (A/55/531), la suppression de sept postes de fonctionnaires recrutés sur le plan international et de cinq postes d'agent local résulte du fait que le Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général à l'aide humanitaire et au relèvement d'urgence a cessé de fonctionner le 31 décembre 2000. En ce qui concerne la suppression des postes de 19 fonctionnaires nationaux, le Comité a été informé que ces postes n'avaient jamais été pourvus; quant au tableau d'effectifs proposé pour les Volontaires des Nations Unies, il note que la réduction de 120 postes et le nombre total de 700 proposé tiennent compte du déploiement de 260 personnes supplémentaires requises pour appuyer l'élection présidentielle prévue pour le second semestre de la période à l'examen.

27. Le Comité note que le montant demandé au titre du personnel international (1 210 personnes) de la catégorie des administrateurs et du Service mobile a été calculé sur la base des coûts standard à New York pour 30 % des postes et des barèmes des salaires pour les engagements de durée limitée pour les 70 % restants. Les coûts standard et les dépenses communes de personnel du personnel international accusent une réduction de 31 % du fait de la diminution du montant prévu au titre du personnel engagé pour la mission. Le montant estimatif pour l'indemnité de subsistance (missions) a été calculé compte tenu de la réduction du taux de cette indemnité, qui a été ramené de 105 dollars à 95 dollars à compter de février 2001. Les prévisions de dépenses afférentes à l'effectif local (2 021 personnes) ont été calculées sur la base du

barème des salaires à Dili entré en vigueur le 1er février 2000, compte tenu d'un facteur de vacance de postes de 18 %.

28. **Toutefois, étant donné le plan proposé de réduction des effectifs militaires, qui doivent être ramenés de 7 865 personnes au 31 juillet 2001 à 5 000 au 30 juin 2002, le Comité fait observer qu'il n'y a pas de plan équivalent pour les effectifs civils qui, comme indiqué à la partie B de la section VIII du rapport du Secrétaire général (A/56/624), sont seulement ramenés de 4 082 personnes à un chiffre proposé de 3 931 personnes pour 2001/02**. Le Comité consultatif note, par contre, qu'un facteur de vacance de postes de 40 % a été appliqué dans le calcul des dépenses afférentes au personnel international pour tenir compte de la réduction progressive des effectifs au cours de la période considérée, ainsi que de la réduction de l'indemnité de subsistance (missions) depuis le 1er février 2001. Le Comité a été informé qu'au 31 octobre 2001, le nombre de postes vacants était de 25 pour le personnel international et de 21 pour le personnel local.

29. Pour ce qui est des ressources, le montant de 96,6 millions de dollars estimé pour le personnel international et le personnel local pour la période 2001/02 est d'environ 14 % inférieur à celui de 110 millions de dollars ouvert pour 2000/01. Une augmentation de 16 % apparaît au titre des Volontaires des Nations Unies (le montant correspondant passant de 17,3 millions de dollars pour 2000/01 à celui proposé de 20,1 millions de dollars pour 2001/02), malgré la réduction des effectifs déployés qui ont été ramenés de 820 à 700 personnes. En réponse à ses questions, le Comité a été informé qu'à la suite de la réduction décidée par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/228 B, le Secrétariat a appliqué globalement cette réduction de façon pragmatique sur toute une gamme de rubriques, y compris les dépenses de personnel. Le montant initialement réparti au titre des traitements du personnel international, soit 54 665 200 dollars, a donc été ramené à 47 832 000 dollars, ce qui fait apparaître un facteur de vacance de postes de 30 %, contre celui de 20 % qui avait été appliqué à l'origine. Ceci, allié à la réduction de sept postes du personnel international mentionné au paragraphe 26 ci-dessus explique la diminution de 14 % du montant prévu des dépenses par rapport à la période précédente. L'augmentation de 16 % au titre des Volontaires des Nations Unies (VNU) est expliquée au paragraphe 17 de l'annexe I du rapport du Secrétaire général (A/56/624). Le Comité a en outre été informé que cette augmentation est également due à l'application d'un facteur de vacance de postes et de déploiement différé inférieur à celui de la période précédente. En ce qui concerne les prévisions de dépenses au titre des Volontaires des Nations Unies, le Comité rappelle les observations formulées au paragraphe 28 de son rapport (A/55/53) concernant l'emploi de Volontaires des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix. Le prochain projet de budget de l'ATNUTO devrait indiquer dans quelle mesure il aura été possible de prévoir l'emploi des Volontaires des Nations Unies dans des activités de fond de la mission.

30. On trouve aux paragraphes 31 à 47 du rapport (A/56/624, sect. VIII.A) le résumé des modifications apportées aux différentes structures, qui viennent affecter le tableau d'effectifs en sus des suppressions de postes mentionnées au paragraphe 26 ci-dessus. Parmi ces modifications, le Comité note un certain nombre de remaniements au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général et à l'Administration transitoire, notamment la création de trois nouveaux services relevant de ce bureau. Comme indiqué au paragraphe 31 du rapport, l'ancien Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, avec ses 11 postes, y a été transféré, car la gestion au quotidien de l'Administration transitoire relève désormais du Conseil des ministres. Un total de 39 postes ont aussi été transférés de l'ancienne Administration transitoire au Bureau du Représentant spécial pour pourvoir trois nouveaux services créés au sein de ce bureau, à savoir le Groupe des affaires politiques, le Groupe d'enquête sur les crimes graves et le Groupe des politiques et de la planification, soit une augmentation nette de l'effectif total du Bureau du Représentant spécial de 41 postes (50 transferts moins 9 suppressions de postes), le nombre autorisé étant de 269 postes et le nombre demandé étant de 310.

31. D'après les informations données dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité, le Comité note que « si le Groupe d'enquête sur les crimes graves dispose de toutes les ressources qui lui sont nécessaires, il devrait pouvoir achever d'ici le milieu de 2002 l'enquête et l'instruction portant sur 10 affaires de crimes contre l'humanité » (voir S/2001/983, par. 34). S'en étant enquis, le Comité a été informé qu'un total de 39 postes avait été affecté à ce

Groupe, à savoir 18 postes de personnel recruté sur le plan international et 6 postes de Volontaires des Nations Unies financés par imputation sur le budget de l'ATNUTO et 15 postes financés par des contributions volontaires.

32. Comme mentionné au paragraphe 17 ci-dessus, l'ancienne Administration transitoire au Timor oriental a été réorganisée pour former la nouvelle Administration publique du Timor oriental, de façon à ressembler plus étroitement au futur gouvernement indépendant. L'effectif actuellement autorisé de 1 329 personnes sera ramené à 1 159, du fait du transfert de 50 postes mentionné au paragraphe 30 ci-dessus et de la suppression de 120 postes de Volontaires des Nations Unies indiquée au paragraphe 26 plus haut. Toutefois, le Comité note, d'après le paragraphe 35 du rapport (A/56/624) et les témoignages entendus au cours des auditions, que la réorganisation de l'Administration publique est toujours en cours et que le transfert à partir de l'ancienne structure de l'Administration transitoire n'est pas encore terminé, ce qui rend difficile de modifier le tableau d'effectifs à cet égard, et doute que l'on arrive à réduire les effectifs civils (voir par. 9 plus haut) de 75 % comme prévu d'ici juin 2002. Le Comité a été informé qu'on ne ménageait aucun effort pour éviter que les ajustements ne viennent perturber le fonctionnement de l'administration au moment délicat du passage à l'indépendance.

33. Le Comité consultatif note que l'effectif actuellement autorisé pour la Division de l'administration a été ramené de 2 459 postes à 2 449 proposés pour 2001/02 compte tenu de la suppression de 10 postes d'administrateur recruté sur le plan national mentionné au paragraphe 26 ci-dessus. La Division a été réorganisée (voir A/56/624, par. 38) de manière à mieux assurer les services administratifs et à faciliter l'installation en temps voulu de la mission qui doit succéder à l'ATNUTO, vers la fin de la période 2001/02. Ces changements seront effectués par redéploiement des postes au sein de la Division. On trouve un organigramme et une brève description des modifications dans le rapport du Secrétaire général (A/ 56/624, annexe VI.C et par. 38 à 46, respectivement).

34. Le Comité se félicite de la création d'une cellule de liquidation pour faciliter la planification et la coordination de la liquidation de l'ATNUTO, le démarrage de la mission qui doit lui succéder et le transfert des fonctions entre les deux missions, ce qui doit se faire en redéployant sept postes (1 P-4, 2 P-3, 3 postes d'agent du Service mobile et 1 poste d'agent local) (voir A/56/624, par. 45). Le Comité est convaincu que cet arrangement permettra de planifier comme il convient le programme de liquidation et de réaffecter en temps voulu les avoirs de la mission conformément au calendrier prévu. Le Comité a été informé que des discussions étaient en cours pour déterminer quels avoirs pouvaient être transférés au nouveau gouvernement. **À cet égard, le Comité rappelle ses précédentes recommandations concernant le transfert des avoirs au cours du processus de liquidation (voir A/55/870, par. 6 et A/55/874, par. 53). Compte tenu des principes et directives contenus dans la résolution 49/233 (sect. VII) de l'Assemblée générale sur la liquidation des avoirs des missions, le Comité encourage l'ATNUTO à donner la priorité à cette question**.

35. Le Comité consultatif note également que la Section des opérations logistiques et le Groupe du contrôle des mouvements seront fusionnés pour former la Section consolidée des opérations logistiques, avec une réduction concomitante des effectifs qui sont ramenés de 168 à 157 personnes (voir A/56/624, par. 44 et 45). En réponse à ses questions, le Comité a été informé que, comme la réduction des effectifs militaires devait être synchronisée avec la relève normale, il n'était pas possible d'évaluer la réduction correspondante du personnel d'administration et d'appui dans les services fusionnés ou d'autres services comme la Section du génie, la Section des transports, la Section des services électroniques, le Groupe des réclamations ou les services médicaux. En outre, le Comité a été informé que la Division resterait pratiquement inchangée jusqu'à la fin de mars 2002, car l'on maintiendrait la structure actuelle des 13 districts jusqu'aux élections présidentielles prévues en avril 2002 (date provisoire).

36. Il est proposé au total 58 postes pour le Groupe des droits de l'homme (voir annexe II du présent rapport). Lors de la prochaine présentation du budget, celui-ci devra être plus clair et plus précis en ce qui concerne les activités et les ressources afférentes à ce Groupe, en particulier compte tenu des ressources prévues au titre des consultants (voir par. 37 ci-après).

37. Un montant de 500 000 dollars est demandé au titre des consultants, contre un montant affecté de

200 000 dollars pour 2000/01. Comme indiqué au paragraphe 14 de l'annexe I.C du document A/56/624, ce montant permettrait de couvrir les services de 25 consultants, sur la base d'un emploi d'une durée moyenne de deux mois et d'un coût mensuel moyen de 10 000 dollars par consultant, dans les domaines des droits de l'homme, des crimes graves, des affaires judiciaires et d'autres domaines de l'administration publique. S'en étant enquis, le Comité a été informé que, pendant la période prenant fin le 30 juin 2001, un total de 3 087 000 dollars avait été dépensé au titre des services de consultants dans les domaines dans lesquels on ne disposait pas des compétences voulues. **Comme indiqué au paragraphe 19 plus haut, dans les informations sur l'exécution du budget qui doivent être présentées au début de 2002 pour la période 2000/01, le Comité s'attend à recevoir une justification détaillée**.

38. Le Comité note, d'après l'information figurant à l'annexe II.A du document A/56/624, où est présentée une explication détaillée de cette augmentation, que les prévisions de dépenses à la rubrique Autres voyages sont passées de 771 200 à 1 million de dollars. Toutefois, à part l'information contenue au paragraphe 15 de l'annexe I.C, les quelques justifications données ne sont guère satisfaisantes si l'on considère les augmentations globales demandées en dépit de la réduction envisagée.

Dépenses opérationnelles

39. Les dépenses opérationnelles sont estimées à un montant de 96 931 000 dollars, ce qui représente une diminution de 19 %, soit 23 285 500 dollars, par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2000/01. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 19 de l'annexe I.C (A/56/624), cette diminution est imputable à la réduction des dépenses non renouvelables, notamment au titre des véhicules, du matériel de transmissions et de matériel divers, ainsi qu'à la baisse des prévisions de dépenses au titre des locaux et de l'hébergement, de la remise en état des infrastructures, du carburant destiné aux véhicules et aux opérations navales, des communications par réseaux commerciaux et de fournitures diverses. Cette réduction est cependant compensée par une augmentation des dépenses prévues au titre des opérations aériennes, de services divers et du fret aérien et de surface.

40. À propos du montant de 10,3 millions de dollars, dont on trouve la ventilation dans le tableau figurant dans l'annexe II.C relatif aux dépenses non renouvelables, le Comité note que le transfert du siège de l'ATNUTO dans de nouveaux locaux à Dili est estimé à 2,1 millions de dollars. **Toutefois, étant donné que la taille de la mission va être réduite, le Comité conteste la raison d'être de certaines des autres dépenses non renouvelables, comme celles qui ont trait au matériel de transmissions (283 000 dollars), au matériel informatique (610 000 dollars) et à la remise en état des infrastructures (1 057 000 dollars)**. Ayant demandé des éclaircissements à ce sujet, le Comité a été informé que sur le montant total de 282 millions de dollars, correspondant à des engagements de dépenses approuvés pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001, un montant de 9 223 200 dollars devait être affecté à des dépenses non renouvelables, et qu'au 31 octobre 2001, un montant de 1,2 million de dollars avait déjà été engagé à ce titre.

41. Les prévisions de dépenses au titre des opérations aériennes font apparaître une augmentation de 3 660 500 dollars, soit 7 %, par rapport au montant de 55 210 100 dollars ouvert pour l'exercice 2000/01. La flotte envisagée comprend 4 avions, soit 1 avion de moins, et 21 hélicoptères, soit 1 hélicoptère de moins. Des changements de configuration sont toutefois intervenus. D'après les informations figurant à l'annexe II.A du document A/56/624, un hélicoptère militaire lourd MI-26 obtenu grâce à une lettre d'attribution a été remplacé par le même matériel dans le cadre d'un contrat commercial, mais avec une configuration d'utilisation différente, puisque l'on est passé de 50 heures de vol de base dans le cadre de la lettre d'attribution à 40 heures de vol de base et 40 heures de vol supplémentaires. Le Comité a été informé qu'on avait tendance à sous-utiliser les appareils obtenus dans le cadre d'une lettre d'attribution, mais aucune indication ne lui a été fournie pour expliquer l'augmentation proposée. Il a été informé en outre que l'expérience jusqu'à présent montrait que les 80 heures de vol attribuées étaient utilisées à 76 %, que le Westwind 1124, avion de 10 places destiné à l'évacuation sanitaire en cas d'urgence, était également utilisé pour transporter les délégations et que l'expérience montrait que les 25 heures de vol de base et les 25 heures de vol supplémentaires attribuées étaient utilisées à 54 %. Le Comité note aussi qu'un hélicoptère Bell 212 a été remplacé par un hélicoptère MI-8 MTV. Ayant demandé des éclaircissements, le Comité a été informé

que le MI-8 MTV transporte un maximum de 22 passagers ou 5 000 kilos de fret (contre 7 passagers ou 1 500 kilos de fret dans le cas du Bell 212), ce qui donne une capacité accrue pour l'exécution des tâches envisagées dans le cadre des élections d'août 2001 et des élections présidentielles à venir. **Le Comité demande qu'à l'avenir les modifications apportées à la flotte soient accompagnées d'un exposé clair des exigences opérationnelles et des justifications de tout changement de configuration**.

42. Ayant demandé sur quelle base était calculé le coût du carburant destiné aux véhicules et celui du kérosène dans le budget pour l'exercice 2000/01, le Comité a été informé qu'au cours du mois d'octobre 2001, le carburant destiné aux véhicules coûtait en moyenne 0,31 dollar le litre et le kérosène en moyenne 0,35 dollar le litre. Les prévisions de dépenses figurant dans le budget pour l'exercice 2001/02 ont été établies sur la base d'un coût moyen de 0,33 dollar en ce qui concerne le carburant destiné aux véhicules et de 0,32 dollar en ce qui concerne le kérosène, chiffres fondés sur les fluctuations des prix du marché lors des exercices 1999/00 et 2000/01.

43. Le crédit demandé dans le projet de budget pour l'exercice biennal 2001/02 au titre du fret aérien et de surface se chiffre à 4 681 900 dollars, alors que le montant qui était demandé précédemment à ce titre se chiffrait à 1 500 000 dollars. Le Comité note que l'augmentation intervenue est attribuable en grande partie au coût du transport du matériel appartenant aux contingents à l'occasion de la réduction progressive du personnel militaire (3 181 900 dollars) et qu'aucun crédit n'avait été demandé à ce titre pour l'exercice 2000/01. Comme on peut le voir dans l'annexe II.C, à la rubrique 8, ce montant de 3 181 900 dollars doit financer le rapatriement de trois unités de soutien logistique et de quatre unités d'infanterie ainsi que le déploiement de deux unités de soutien logistique. **Étant donné qu'il y a des cas où les aéronefs affrétés servent à transporter des hommes et du matériel, le Comité recommande que le montant en question soit ramené à 2,1 millions de dollars.**

44. Le crédit demandé au titre des fournitures et services fait apparaître une augmentation de 590 100 dollars, soit 5 %, par rapport au crédit correspondant de 10 319 700 dollars ouvert pour l'exercice 2000/01. Cette augmentation s'applique à presque toutes les catégories de services, à l'exception des demandes d'indemnisation et règlements, tandis que les diminutions sont enregistrées au titre des fournitures diverses, à l'exception des fournitures électriques qui sont en hausse du fait du transfert à Dili du siège de l'ATNUTO. Le Comité constate que les informations figurant aux paragraphes 34 et 35 et dans l'annexe II.C du document A/56/624 sont fondées essentiellement sur l'expérience de la mission.

45. Un montant de 186 900 dollars est demandé pour les programmes de formation. D'après les indications fournies dans l'annexe II.C du document A/56/624, ce montant correspond essentiellement à l'augmentation des dépenses, passées de 80 000 dollars pour l'exercice 2000/01 à 174 900 dollars pour l'exercice 2001/02, au titre des services divers nécessaires à l'organisation de stages de formation à l'intention du personnel de l'ATNUTO, soit dans la zone de la mission soit en dehors de cette zone. Le Comité note que ce chiffre comprend le montant de 51 500 dollars autorisé pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001, dont aucune partie pratiquement n'avait été dépensée au moment où les responsables ont été entendus. **Étant donné la réduction envisagée dans le tableau d'effectifs, le Comité conteste le bien-fondé du montant total demandé.**

46. Le crédit demandé au titre des programmes d'information (734 500 dollars) fait apparaître une diminution de 53 % par rapport au crédit correspondant ouvert pour l'exercice 2000/01, et ce en raison de la diminution des dépenses non renouvelables et des dépenses renouvelables, comme l'indique le paragraphe 39 de l'annexe I.C du document A/56/624.

Conclusions et recommandations

47. Les décisions que le Secrétaire général recommande à l'Assemblée générale de prendre figurent dans le projet de budget de l'ATNUTO (A/56/624, par. 12). **Compte tenu des remarques et observations qu'il a formulées dans les paragraphes qui précèdent (en particulier les paragraphes 18 et 19), et du fait que le prochain rapport qui sera soumis à l'Assemblée générale présentera les dépenses relatives à la mission qui sera appelée à succéder à l'ATNUTO et l'assistance dont le nouveau gouvernement aura besoin après le 20 mai 2002, date de l'indépendance, le Comité recommande à l'Assemblée générale d'ouvrir, aux fins du fonctionnement de l'ATNUTO durant la période de 12 mois allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, un crédit d'un montant brut de**

455 millions de dollars, comprenant le montant brut de 282 millions de dollars (montant net : 273 025 800 dollars) qu'elle a déjà approuvé et mis en recouvrement pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001 dans sa résolution 55/228 B. Le montant recommandé reflète une diminution de 7 % par rapport au montant proposé par le Secrétaire général.

48. **Le Comité consultatif recommande par ailleurs à l'Assemblée générale d'approuver la mise en recouvrement d'un montant brut supplémentaire de 120 millions de dollars pour la période du 1er janvier au 30 juin 2002, à raison d'un montant brut de 20 millions de dollars par mois, ce qui porte à un total brut de 402 millions de dollars le montant à mettre en recouvrement pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, et d'autoriser le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant de 53 millions de dollars (sans mettre en recouvrement un montant équivalent) au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de l'ATNUTO au-delà du 31 janvier 2002.**

49. **Le prochain rapport, qui comme il a été mentionné plus haut, présentera les prévisions de dépenses relatives à la mission qui sera appelée à succéder à l'ATNUTO et ses besoins en matière d'assistance, devrait être soumis à l'Assemblée générale dès que le Conseil de sécurité aura examiné le rapport contenant des informations sur la mission destinée à prendre la relève et sur la répartition des responsabilités entre les principaux acteurs qui aideront le Timor oriental à effectuer la transition vers son autonomie. En outre, le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée devrait fournir des informations plus précises sur l'exécution du budget relatif à la période antérieure (1er juillet 2000 au 30 juin 2001).**

Annexe I

Déploiement prévu du contingent militaire de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002

	Déploiement prévu												
	31 juillet	*31 août*	*30 septembre*	*31 octobre*	*30 novembre*	*31 décembre*	*31 janvier*	*28 février*	*31 mars*	*30 avril*	*31 mai*	*30 juin*	*Effectif moyen*
Infanterie	5 447	5 440	5 411	5 447	5 447	4 670	3 904	3 904	3 904	3 904	3 655	3 620	4 563
Personnel d'appui	2 173	2 169	2 137	2 148	2 148	2 124	1 999	1 989	2 170	1 454	1 361	1 199	1 923
Officiers d'état-major	245	245	245	245	245	245	245	245	245	195	184	181	230
Total	**7 865**	**7 854**	**7 793**	**7 840**	**7 840**	**7 039**	**6 148**	**6 138**	**6 319**	**5 553**	**5 200**	**5 000**	**6 716**

Annexe II

Effectifs actuels et effectifs proposés pour l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, par catégorie et par bureau, pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs nationaux*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
A. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général et Administrateur transitoire																		
Effectifs actuels	1	1	–	–	3	2	3		**10**	–	1	2	–	**3**	4	–	–	**17**
Effectifs redéployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	1	1	–	–	3	2	3	–	**10**	–	1	2	–	**3**	4	–	–	**17**
Groupe des affaires politiques																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–		**–**	–	–	–	**–**
Effectifs redéployés	–	–	1	1	2	2	–	–	**6**	–	–	3		**3**	3	–	–	**12**
Effectifs proposés	–	–	1	1	2	2	–	–	**6**	–	–	3		**3**	3	–	–	**12**
Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs redéployés	–	1	–	1	1	1	3	–	**7**	–	–	3	–	**3**	1	–	–	**11**
Effectifs proposés	–	1	–	1	1	1	3	–	**7**	–	–	3	–	**3**	1	–	–	**11**
Groupe d'enquête sur les crimes graves																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs redéployés	–	–	–	–	1	5	11	–	**17**	1	–	–	–	**1**	–	–	6	**24**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	5	11	–	**17**	1	–	–	–	**1**	–	–	6	**24**
Groupe de la planification des politiques																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs déployés	–	–	–	–	1	–	1	–	**2**	–	–	1	–	**1**	–	–	–	**3**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	–	1	–	**2**	–	–	1	–	**1**	–	–	–	**3**
Bureau du Médiateur																		
Effectifs actuels	–	–	–	1	–	–	1	–	**2**	–	–	1	–	**1**	2	–	–	**5**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs nationaux*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	1	–	–	1	–	**2**	–	–	1	–	**1**	2	–	–	**5**
Bureau du Conseiller juridique principal																		
Effectifs actuels	–	–	1	1	3	3	13	–	**21**	–	–	3		**3**	–	4	9	**37**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	1	1	3	3	13	–	**21**	–	–	3	–	**3**	–	–	9	**33**
Groupe des droits de l'homme																		
Effectifs actuels	–	–	–	1	3	6	13		**23**	1	1	1	–	**3**	28	2	4	**60**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–		**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	1	3	6	13		**23**	1	1	1	–	**3**	28	–	4	**58**
Bureau de la communication et de l'information																		
Effectifs actuels	–	–	–	1	1	3	18	–	**23**	3	2	2	–	**7**	77	3	20	**130**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	1	1	3	18	–	**23**	3	2	2	–	**7**	77	–	20	**127**
Bureau de l'auditeur résident																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	1	2	–	**4**	–	–	1		**1**	1	–	–	**6**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–		**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	1	2	–	**4**	–	–	1		**1**	1	–	–	**6**
Bureau de Jakarta																		
Effectifs actuels	–	–	1	–	–	2	2	–	**5**	–	–	3	–	**3**	6	–	–	**14**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	1	–	–	2	2	–	**5**	–	–	3	–	**3**	6	–	–	**14**
Total, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général																		
Effectifs actuels	**1**	**1**	**2**	**4**	**11**	**17**	**52**	–	**88**	**4**	**4**	**13**	–	**21**	**118**	**9**	**33**	**269**
Effectifs déployés	**–**	**1**	**1**	**2**	**5**	**8**	**15**	–	**32**	**1**	–	**7**	–	**8**	**4**	–	**6**	**50**
Effectifs proposés	**1**	**2**	**3**	**6**	**16**	**25**	**67**	–	**120**	**5**	**4**	**20**	–	**29**	**122**	–	**39**	**310**
B. Administration transitoire au Timor oriental																		
Effectifs actuels	–	1	6	23	73	128	169	40	**440**	32	2	78	–	**112**	171	–	606	**1 329**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs nationaux*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Effectifs déployés	–	(1)	(1)	(2)	(5)	(8)	(15)	–	**(32)**	(1)	–	(7)	–	**(8)**	(4)	–	(6)	(50)
Effectifs proposés	–	–	5	21	68	120	154	40	**408**	31	2	71	–	**104**	167	–	480	**1 159**
C. Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (aide humanitaire et relèvement d'urgence)																		
Effectifs actuels	–	1	–	–	1	1	2	–	**5**	–	–	2	–	**2**	5	–	–	**12**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
D. Bureau du commandant de la Force																		
Effectifs actuels	–	1	–	–	–	–	–	–	**1**	–	1	1	–	**2**	10	–	–	**13**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	1	–	–	–	–	–	–	**1**	–	1	1	–	**2**	10	–	–	**13**
E. Division de l'administration																		
Bureau du directeur																		
Effectifs actuels	–	–	1	–	1	1	1	–	**4**	1	1	1	–	**3**	2	–	–	**9**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	1	–	1	1	1	–	**4**	1	1	1	–	**3**	2	–	–	**9**
Groupe du budget du contrôle des coûts																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	1	–	–	**2**	2	–	–	–	**2**	2	–	–	**6**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	1	–	–	**2**	2	–	–	–	**2**	2	–	–	**6**
Groupe de la sécurité aérienne																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	1	–	–	**1**	2	–	–	–	**2**	2	–	–	**5**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	–	1	–	–	**1**	2	–	–	–	**2**	2	–	–	**5**
Section de la sécurité																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	1	7	4	**12**	72	–	3	–	**75**	90	–	–	**177**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	–	1	7	4	**12**	72	–	3	–	**75**	90	–	–	**177**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs nationaux*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Groupe de l'administration des districts																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	–	13	–	**13**	13	–	–	–	**13**	26	–	–	**52**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	–	–	13	–	**13**	13	–	–	–	**13**	26	–	–	**52**
Services administratifs																		
Bureau du chef																		
Effectifs actuels	–	–	–	1	–	–	1	–	**2**	–	1	–	–	**1**	2	–	–	**5**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	1	–	–	1	–	**2**	–	1	–	–	**1**	2	–	–	**5**
Section des finances																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	3	5	3	**12**	1	4	30	–	**35**	4			**51**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	(2)	–	**(2)**	–	–	–	**(2)**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	3	5	3	**12**	1	4	28	–	**33**	4	–	–	**49**
Section du personnel																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	4	6	1	**12**	27	1	3	–	**31**	644	10		**697**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	4	6	1	**12**	27	1	3	–	**31**	644	–	–	**687**
Section des services médicaux																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	1	–	–	**2**	–	1	–	–	**1**	32	–	20	**55**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	1	–	–	**2**	–	1	–	–	**1**	32	–	20	**55**
Section des achats																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	2	2	1	**6**	10	2	4	–	**16**	1	–	2	**25**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	(1)	–	–	–	**(1)**	–	–	–	**(1)**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	2	2	1	**6**	9	2	4	–	**15**	1	–	2	**24**
Section des services généraux																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	2	4	1	**8**	27	1	1	–	**29**	58		10	**105**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	1	**1**	2	–	1	–	**3**	–	–	–	**4**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	2	4	2	**9**	29	1	2	–	**32**	58	–	10	**109**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*								
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs nationaux*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Base logistique/administrative de l'arrière de Darwin																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	1	–	**1**	5	–	–	**7**
Effectifs proposés	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	1	–	**1**	5	–	–	**7**
Groupe des réclamations																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	3	–	1		**4**	6	–	–	**12**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectifs proposés	–	–	–	–	–	1	1	–	**2**	3	–	1	–	**4**	6	–	–	**12**
Commission d'enquête																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	2	3	–	**5**	2	–	4	–	**6**	6	–	–	**17**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectifs proposés	–	–	–	–	–	2	3	–	**5**	2	–	4	–	**6**	6	–	–	**17**
Services d'appui intégrés																		
Bureau du chef																		
Effectifs actuels	–	–	–	1	–	–	1	–	**2**	2	–	–	–	**2**	3	–	–	**7**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectifs proposés	–	–	–	1	–	–	1	–	**2**	2	–	–	–	**2**	3	–	–	**7**
Cellules de liquidation																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	1	2	–	**3**	3	–	–	–	**3**	1	–	–	**7**
Effectifs proposés	–	–	–	–	–	1	2	–	**3**	3	–	–	–	**3**	1	–	–	**7**
Section des opérations aériennes																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	–	1	3	–	**4**	11	–	2		**13**	40			**57**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	(1)	–	**(1)**	–	–	–	–	–	–	–	–	**(1)**
Effectifs proposés	–	–	–	–	–	1	2	–	**3**	11	–	2	–	**13**	40	–	–	**56**
Section consolidée des opérations logistiques																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	2	6	2	**11**	40	–	3	–	**43**	90	–	24	**168**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	**(2)**	(3)	–	–	–	**(3)**	(6)	–	–	**(11)**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	2	5	1	**9**	37	–	3	–	**40**	84	–	24	**157**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et catégories apparentées*							*Volontaires des Nations Unies*	
	SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total**	*Service mobile*	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	**Total**	*Personnel local*	*Administrateurs nationaux*		**Total général**
Section des approvisionnements																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	3	2	–	**6**	22	1	–	–	**23**	28	–	1	**58**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	(1)	(1)	–	**(2)**	(1)	–	–	–	**(1)**	–	–	–	**(3)**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	2	1	–	**4**	21	1	–	–	**22**	28	–	1	**55**
Section du génie																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	5	6	–	**12**	20	–	–	–	**20**	333	–	79	**444**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	5	6	–	**12**	20	–	–	–	**20**	333	–	79	**444**
Section des services électroniques																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	2	–	3	**6**	51	–	29		**80**	75	–	30	**191**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	2	–	3	**6**	51	–	29	–	**80**	75	–	30	**191**
Section des transports																		
Effectifs actuels	–	–	–	–	1	–	1	–	**2**	22	1	–	–	**23**	278	–	15	**318**
Effectifs déployés	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Effectifs proposés	–	–	–	–	1	–	1	–	**2**	22	1	–	–	**23**	278	–	15	**318**
Total, Division de l'administration																		
Effectifs actuels	**–**	**–**	**1**	**2**	**12**	**32**	**62**	**15**	**124**	**328**	**13**	**81**	**–**	**422**	**1 722**	**10**	**181**	**2 459**
Effectifs déployés	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Effectifs proposés	**–**	**–**	**1**	**2**	**12**	**32**	**62**	**15**	**124**	**328**	**13**	**81**	**–**	**422**	**1 722**	**–**	**181**	**2 449**
Total général																		
Effectifs actuels	**1**	**4**	**9**	**29**	**97**	**178**	**285**	**55**	**658**	**364**	**20**	**175**	**–**	**559**	**2 026**	**19**	**820**	**4 082**
Effectifs déployés	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Effectifs proposés	**1**	**3**	**9**	**29**	**96**	**177**	**283**	**55**	**653**	**364**	**20**	**173**	**–**	**557**	**2 021**	**–**	**700**	**3 931**